

ESSAI

« Pour un féminisme universel sans cesse en construction »

Martine Storti, figure du Mouvement de libération des femmes dans les années 1970, vient de publier un ouvrage qui veut faire œuvre utile dans les débats actuels. Rencontre avec l'autrice.

Dans votre nouvel ouvrage, *Pour un féminisme universel* (1), vous montrez que le féminisme intersectionnel, décolonial, et le néo-féminisme peuvent faire reculer le féminisme, pourquoi ?

MARTINE STORTI Il ne faut pas confondre les trois termes. Derrière le terme de « néo-féminisme », se cache un refus déguisé du féminisme, avec une instrumentalisation d'un « bon » féminisme, celui des années 1970, contre un « mauvais », celui d'aujourd'hui. Et cette instrumentalisation est le plus souvent opérée par des courants politiques d'extrême droite et de droite qui ont toujours été contre les luttes féministes. D'un côté, certains et certaines fabriquent du néoféminisme, tandis que, de l'autre, d'autres fabriquent du « féminisme blanc », au nom de l'intersectionnalité et/ou de la décolonialité. L'intersectionnalité peut être un outil fructueux d'analyse et d'action pour prendre en compte et lutter en même temps contre plusieurs oppressions. Mais une vision positive de l'intersectionnalité n'interdit pas de remarquer qu'elle s'est retournée, hélas, en son contraire. À l'usage, l'intersectionnalité aboutit à une hiérarchie des analyses et des luttes. Dans le triptyque le plus utilisé « race, classe, genre », la focale se place le plus souvent sur l'enjeu de la race. Quant au féminisme dit « décolonial », je montre dans mon livre comment il réécrit l'histoire sur la base de mensonges délibérés.

Les divers courants féministes sont-ils irréconciliables ? Comment unir pour un combat efficace et puissant ?

MARTINE STORTI Qu'il y ait des désaccords entre féministes n'est pas un problème, et les divergences sont une marque de la démocratie. Mais les désaccords sont une chose, les anathèmes, les réécritures de l'histoire et les disqualifications en sont une autre. Même sur l'enjeu des violences sexuelles et sexistes, les désaccords existent puisque certains et certaines jugent que cette lutte vise surtout « les racisés » et relève d'un « féminisme punitif », alors que le mouvement #MeToo a fait la démonstration du contraire. Au fil des semaines et des mois, des prédateurs machistes de tout bord ont été mis en cause, riches, pauvres, de droite, de gauche, progressistes, conservateurs, Blancs, Noirs, musulmans, juifs, chrétiens, athées, dominants et dominés, du Nord et du Sud ! Féminismes



Le 8 juin à Toulouse. Manifestation en faveur d'une plus grande équité des droits et d'une réponse féministe contre la violence sexiste, économique et sociale. Organisé par les membres du groupe féministe Toutes en grève. Lionel Bonaventure/AFP



Martine Storti
Journaliste
et philosophe

« irréconciliables », comme on le dit des gauches ? Peut-être. Mais les désaccords naissent moins du champ de la cause des femmes qu'ils ne relèvent d'autres enjeux : anticapitalisme, antiracisme, relativisme culturel, affirmations identitaires, intégrismes religieux... Constatons que ces débats et ces désaccords ne sont pas propres au féminisme, ils traversent et divisent tous les courants politiques et surtout ceux qui se réclament de la gauche.

Comment allier la lutte des classes avec le féminisme ?

MARTINE STORTI Pour les femmes, la distinction souvent opérée entre « social » et « sociétal » n'a pas une grande pertinence. Dans les enjeux qualifiés de sociaux, elles sont en première ligne : précarité, temps partiel imposé, bas salaires, faible retraite, pénalisation à cause des grossesses, exploitation d'une main-d'œuvre féminine à l'échelle

mondiale. Et la pandémie en cours ne fait que confirmer ce diagnostic. Mais elles sont aussi concernées par les enjeux qualifiés de sociétaux : les violences, le partage du travail domestique, les structures familiales, les grossesses non désirées, le sexisme, les questions d'indépendance, de pouvoir, de reconnaissance, etc. Il n'y a pas de contradiction entre combat féministe et combat social : dans les deux cas, il s'agit d'un refus de la subordination. Après des décennies, on sait que l'égalité entre les sexes ne relève pas seulement de l'égalité sociale, que les deux ne se recouvrent pas.

Vous plaidez pour un « féminisme universel », évitant le piège identitaire, pouvez-vous développer ce concept ?

MARTINE STORTI Je propose en effet de penser selon un autre logiciel qu'une concurrence des oppressions, un choc des identités, des races, des cultures, et je propose de revenir à quelques fondamentaux. Au moins trois : d'abord, la lutte pour l'émancipation est une lutte spécifique, réductible à aucune autre. Seule la décision de la prendre en

charge de manière autonome, avec des objectifs propres, permet l'obtention de résultats. Ensuite, le refus de la penser en termes d'identité, que ce soit au nom de l'identité nationale, ethnique ou religieuse. Enfin, la nécessité en effet de reprendre le chemin de l'universel. À l'adjectif « universaliste », trop idéologisé, instrumentalisé, nationalisé, je préfère celui d'« universel ». En ces temps d'essentialisations et d'enfermements identitaires maniés par des bords prétendument opposés, l'universel retrouve sa force subversive, son potentiel émancipateur. Un féminisme universel n'est pas en position de surplomb, clos, replié sur lui-même, enfermé dans ses certitudes. Il ne trace pas un chemin déjà là qu'il suffirait d'emprunter. Il est mouvement, processus, sans cesse en chantier, sans cesse reconfiguré, construit et reconstruit dans des luttes. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
ANNA MUSSO

(1) *Pour un féminisme universel*, de Martine Storti. Seuil, 112 pages, 11,80 euros.